ASSEMBLÉE NATIONALE

10 janvier 2018

ETAT SERVICE SOCIÉTÉ DE CONFIANCE - (N° 424)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 345

présenté par

M. Guy Bricout, Mme Auconie, M. Meyer Habib, M. Zumkeller, M. Polutele, Mme Firmin Le Bodo, M. Vercamer, M. Herth et M. Naegelen

ARTICLE 16

Compléter l'alinéa 2 par la phrase suivante :

« Il incombe dès lors à l'administration qui ne respecte pas les délais susmentionnés de préciser par écrit les motifs de l'absence d'application de ces dispositions ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Incontestablement, il appartient à l'administration de s'expliquer sur l'absence de respect de la limitation de durée, faute de quoi ce texte n'a aucun intérêt.